



Une Santé: Un plan pour «surveiller et contrôler tous les aspects de la vie sur terre»?

Les experts qui se sont entretenus avec le Defender ont suggéré que One Health a plus à voir avec un programme de biosécurité, un système de surveillance mondial, des passeports pour les vaccins et des restrictions sur le comportement humain qu'avec la protection de la santé humaine.

Par [Michael Nevradakis](#)

Thème: [Science et médecine](#)

Mondialisation.ca, 19 mai 2023

[The Defender](#)

Note de l'éditeur (The Defender): Ceci est la deuxième partie d'une série de deux articles sur l'initiative One Health. [La première partie est disponible ici.](#)

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) définit le terme « [One Health](#) » [[Une seule santé](#)] comme étant une « approche intégrée et unificatrice qui vise à équilibrer et à optimiser durablement la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes », car ils sont « étroitement liés et interdépendants » - un concept qui, à première vue, semble promouvoir des objectifs nobles reliant la santé humaine et la santé environnementale.

Toutefois, certains scientifiques et experts médicaux s'inquiètent des [objectifs vagues de One Health](#). Soutenant que le concept a été « détourné », ils remettent en question l'intention des personnes impliquées dans le développement et le déploiement mondial du concept, notamment l'OMS, les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) et la Banque mondiale.

Les experts qui se sont entretenus avec [le Defender](#) ont également soulevé des questions sur d'autres aspects du concept « One Health », notamment un programme de biosécurité, un système de surveillance mondial, des [passeports pour les vaccins](#) et des restrictions sur le comportement humain.

Bien que ces objectifs soient étayés par une « [théorie du changement](#) » vaguement définie, des experts ont déclaré au Defender que des intérêts financiers majeurs sont au cœur du programme « One Health », qui semble être étroitement lié au changement climatique et aux initiatives de développement durable promues par les mêmes organisations mondiales.

Les objectifs de One Health incluent une « prise de contrôle globale de tout »

Dans un article paru le 1er mai, le Dr Joseph Mercola a établi un lien entre le concept de One Health, tel que promu par les organisations mondiales, et les politiques et restrictions mises en œuvre en réponse à la [COVID-19](#), le décrivant comme une tentative de « [prise de contrôle de tout dans le monde](#) ».

M. Mercola a établi un lien entre le concept One Health et les principales entités qui ont

soutenu la [recherche sur le gain de fonction](#). Selon M. Mercola :

« Il est intéressant de noter que le terme « One Health », qui a été officiellement adopté par l'OMS et les ministres de la santé du G20 en 2017, a été inventé pour la première fois par le vice-président exécutif de l'EcoHealth Alliance, la même entreprise qui semble avoir joué un rôle dans la création du SRAS-CoV-2. »

Lors de la conférence de 2019 intitulée « Can One Health Help Prevent the Next Pandemic ? » [Une seule santé peut-elle aider à prévenir la prochaine pandémie ?], le président d'EcoHealth Alliance, [Peter Daszak](#), commissaire de la [commission One Health de The Lancet](#), a déclaré que les « maladies infectieuses émergentes » constituaient « une menace mondiale croissante ».

Il a également affirmé que nombre de ces maladies émergentes sont « zoonotiques », c'est-à-dire qu'elles se transmettent de l'animal à l'homme.

[Francis Boyle, J.D., Ph.D.](#), professeur de droit international à l'université de l'Illinois et expert en armes biologiques qui a rédigé le [Biological Weapons Anti-Terrorism Act de 1989](#), a remis en question ce récit, déclarant au Defender :

« Toutes ces maladies infectieuses émergentes sont issues de leurs programmes d'armes biologiques offensives menées dans leurs laboratoires [BSL4](#) [biosecurity level 4] et BSL3.

« Si vous regardez les membres du [comité consultatif de l'OMS](#) qui s'occupent des « maladies infectieuses émergentes », c'est exactement ce qu'ils font : ils les font « émerger » de leurs laboratoires. »

[Marion Koopmans, DVM, Ph.D.](#), directrice du Centre collaborateur de l'OMS pour les maladies infectieuses émergentes au Centre médical Erasmus aux Pays-Bas et membre du groupe d'experts de haut niveau de l'OMS sur l'initiative One Health (OHHLEP), en est un exemple.

Selon M. Boyle, « c'est à Erasmus que le sale travail de la science de la mort nazie en matière de guerre biologique est devenu notoire pour la première fois sous la direction de Fouchier, [who], ce qui a déclenché toute la controverse sur son travail de gain de fonction dans cet établissement. »

M. Boyle faisait référence à [Ron Fouchier, Ph.D.](#) qui est également directeur adjoint du [Département des virosciences de l'Institut Erasmus](#) et qui, [selon Science](#), a « alarmé le monde » en 2011, après que lui et d'autres chercheurs ont « modifié séparément le virus mortel de la grippe aviaire H5N1 pour qu'il se propage entre les furets » - un exemple précoce de recherche sur le gain de fonction.

Le Dr Meryl Nass, interniste et épidémiologiste spécialiste des guerres biologiques, membre du comité consultatif scientifique de la [Children's Health Defense](#), a déclaré que ces objectifs restaient délibérément vagues. Elle s'est référée à un [document des CDC](#) qui stipule que

« les interventions de santé publique réussies nécessitent la coopération des partenaires de la santé humaine, animale et environnementale... Les autres acteurs concernés par l'approche « One Health » pourraient être les forces de l'ordre, les décideurs politiques, l'agriculture, les communautés et même les propriétaires d'animaux de compagnie.

« En encourageant la collaboration entre tous les secteurs, l'approche « One Health » permet d'obtenir les meilleurs résultats en matière de santé pour les personnes, les animaux et les plantes dans un environnement commun. »

[Mme Nass a écrit sur son blog](#): « Je prévois que One Health sera utilisé pour imposer des changements dans la façon dont les humains et les animaux interagissent ... très probablement en fonction des besoins des élites du WEF [World Economic Forum] et non des besoins des personnes ou des animaux qui seront affectés. »

[Reggie Littlejohn](#), fondatrice et présidente de Women's Rights Without Frontiers et coprésidente du groupe de travail « Stop Vaccine Passports », a déclaré au Defender : « Il n'est pas évident que One Health donne la priorité à la santé humaine. »

Soulignant le langage « vague » employé par les organisations mondiales promouvant One Health, Mme Littlejohn a déclaré que l'un des objectifs pourrait être de « régir la santé des animaux d'élevage en plus de la santé humaine », ce qui permettrait « d'imposer des vaccins aux animaux d'élevage ».

One Health signifie « tout surveiller »

Les experts qui se sont entretenus avec le Defender ont fait part de leurs inquiétudes quant au programme de biosécurité associé aux objectifs déclarés de One Health.

Selon Mme Nass, cela reflète la façon dont l'OMS « s'est transformée en agence de biosécurité », ajoutant que « la justification, apparemment, de la prise en charge par le directeur général de l'OMS de la juridiction des soins de santé pendant les pandémies, mais aussi potentiellement des écosystèmes, des animaux et des plantes, se fait par le biais de l'initiative One Health ».

Mme Nass a noté que One Health « est mentionné à plusieurs reprises dans le [National Defense \[Authorization\] Act for Fiscal Year 2023](#) » (NDAA), qui comprend 18 pages sur la « préparation à la pandémie » et une définition formelle de l'« approche One Health » à la page 952 de la loi.

James Roguski, journaliste et chercheur indépendant, a également souligné l'importance accordée à One Health dans le NDAA et a fait remarquer qu'en définissant formellement le concept dans la loi, il fait désormais partie du code des réglementations fédérales.

Toutefois, selon M. Roguski, la NDAA va encore plus loin :

« Les États-Unis se sont engagés à verser un milliard de dollars par an au [Fonds de lutte contre les pandémies de la Banque mondiale](#) pour soutenir le programme mondial de sécurité sanitaire. L'OMS est l'un des 14 intermédiaires qui recevront et redistribueront une partie de ce milliard de dollars.

« Fondamentalement, c'est du capitalisme, de la corruption, une abomination du point de vue de la santé. Jetons l'argent aux [sociétés pharmaceutiques](#), construisons l'infrastructure dans ces pays et, si vous fabriquez des tonnes de produits localement, vous pourrez convaincre le gouvernement local de les mettre dans les bras des gens ou de les leur faire avaler.

« Et rien de tout cela ne s'est avéré bénéfique pour la santé. Elles nuisent à la santé des

gens. »

La promotion d'un programme mondial de biosécurité s'accompagne de la mise en place d'une infrastructure de surveillance mondiale censée protéger la santé humaine et animale ainsi que l'environnement. Un [document de l'OMS](#) datant du 3 octobre 2022 stipule :

« L'émergence du virus SARS-CoV-2 à l'origine de la COVID-19 a souligné la nécessité de renforcer l'approche One Health, en mettant davantage l'accent sur les liens avec la santé animale et l'environnement ...

« Il utilise les liens étroits et interdépendants entre ces domaines pour créer de nouvelles méthodes de surveillance et de contrôle des maladies. ...

« Nous avons aujourd'hui une occasion sans précédent de renforcer la collaboration et les politiques dans ces nombreux domaines et de réduire le risque de pandémies et d'épidémies futures, tout en nous attaquant au fardeau permanent des maladies endémiques et non transmissibles.

« Il est nécessaire de mettre en place une surveillance qui permette de contrôler les risques et d'identifier des modèles dans ces nombreux domaines. »

À ce propos, Mme Littlejohn a déclaré que les partisans de One Health parlent de « systèmes de surveillance interopérables et intégrés ». Elle a dit à The Defender :

« Je pense que ces systèmes de surveillance des personnes, des animaux, des plantes et de l'environnement seront coordonnés par une sorte de système de surveillance mondial interopérable et intégré.

« Quiconque dirige ce projet, l'OMS, le Parti communiste chinois, la Fondation Bill et Melinda Gates, qui sont les personnes qui semblent réellement diriger le projet à l'OMS, vont être en mesure d'accéder à toutes nos informations privées. Pas seulement nous, mais aussi les animaux et les plantes. »

[David Bell](#), médecin de santé publique, consultant en biotechnologie et ancien directeur des technologies de santé mondiale chez Intellectual Ventures Global Good Fund, a déclaré au Defender que les organisations mondiales ont pour objectif de « tout surveiller ». Il a dit :

« Cela signifie qu'il faut tout surveiller, surveiller le climat pour détecter d'éventuelles menaces, surveiller les populations animales, surveiller la faune, surveiller le sol pour voir s'il y a de nouvelles traces de virus ou de bactéries dans les systèmes fluviaux, etc.

« Cela permet de « découvrir » ce que nous savons déjà être la nature, puis de transformer la nature en menace potentielle ou en menace. Plus la surveillance est importante et étendue, plus les « menaces » sont inévitables... car on peut affirmer que presque toutes les nouvelles variantes de virus constituent une « menace ».

« Cela leur permettra de maintenir une sorte de peur constante qui vous permettra ensuite d'introduire des contrôles autoritaires tels que les [monnaies numériques des banques centrales](#) et les [passeports numériques](#)... qui leur permettront de monétiser la population humaine de manière plus efficace. »

Mme Nass a noté que les acteurs mondiaux tels que l'OMS « parlent du partage des

spécimens pendant une pandémie ... afin qu'ils puissent également essayer de fabriquer des vaccins. En revanche, ils ne parlent pas de surveillance des êtres humains. Mais ce qu'ils ont dit, et qui a vendu la mèche, c'est qu'ils voudraient obtenir le consentement éclairé des pays pour le partage des données génomiques, plutôt que celui des individus ».

Cette infrastructure de surveillance comprendrait également les [passeports vaccinaux](#), qui figurent en bonne place dans le [traité sur les pandémies](#) et les [amendements au règlement sanitaire international](#) (RSI) actuellement en cours de négociation à l'OMS.

Selon Mme Littlejohn :

« Je pense qu'ils ont mis en place l'infrastructure pendant la crise de COVID-19, et nous avons une petite pause entre les pandémies, mais cette structure, cette infrastructure va se refermer avec la prochaine pandémie si nous ne l'arrêtons pas. Cette structure est liée aux passeports vaccinaux.

« Il pourrait s'agir d'une « carte de santé intelligente » ou d'une « carte d'identité numérique », voire d'un permis de conduire numérique obligatoire, qui pourrait servir de plateforme à un [système de crédit social](#) à la chinoise. Et il y a présentement une nouvelle loi qui passe au Sénat ... la [Improving Digital Identity Act de 2023](#) ... Il s'agit d'une carte d'identité nationale obligatoire qui sera interopérable, coordonnée et intégrée et qui pourra servir de plateforme identique au système de crédit social de la Chine pour nous surveiller. »

Les restrictions du comportement humain pourraient rabaisser l'homme au niveau de l'animal

Le [document de l'OMS du 3 octobre 2022](#) affirme également que « quelque 60 % des maladies infectieuses émergentes signalées dans le monde proviennent d'animaux, sauvages ou domestiques », ajoutant que « les activités humaines et les écosystèmes stressés ont créé de nouvelles possibilités d'émergence et de propagation des maladies ».

Selon l'OMS, ces facteurs de stress « comprennent le commerce des animaux, l'agriculture, l'élevage, l'urbanisation, les industries extractives, le changement climatique, la fragmentation de l'habitat et l'empiètement sur les zones sauvages ».

« Dans la mesure où les émissions de carbone dues aux transports dans les villes contribuent au changement climatique, la « [ville de 15 minutes](#) » serait un moyen d'y remédier », a déclaré Mme Littlejohn. « Le danger est qu'ils l'appliquent en installant des caméras de surveillance partout pour s'assurer que vous ne sortez pas de votre district sans autorisation. »

Dans un article du 30 mars intitulé « [Your Daughter for a Rat](#) » [Votre fille pour un rat], M. Bell a cité un [éditorial de One Health publié dans The Lancet](#), selon lequel « toutes les vies sont égales et relèvent de la même préoccupation ». En réponse, M. Bell a suggéré que One Health vise à rabaisser l'homme au niveau de l'animal.

Le même article du Lancet décrit One Health comme « un appel à l'équité écologique, et pas seulement sanitaire » et appelle à un « changement de perspective subtil mais tout à fait révolutionnaire » pour s'éloigner de l'« anthropocentrisme » : « Toutes les formes de vie sont égales et doivent être prises en compte de la même manière. »

« Il semble que ce soit la justification pour ramener les gens à la valeur des animaux », a répondu Mme Nass. Un sentiment partagé par M. Boyle, qui a déclaré : « One Health établit un lien entre les soins de santé des êtres humains et ceux des animaux et réduit donc les soins de santé des êtres humains au niveau des soins de santé des animaux. »

Selon M. Bell, « suggérer que nous avons le devoir, en tant qu'espèce sur cette planète, de nous occuper de toutes les espèces de manière égale et de les traiter de manière plus égale [is] devient une sorte de religion ou de dogme. Elle va à l'encontre de ce que toute société rationnelle dans l'histoire de l'humanité » a pratiqué et constitue « une approche très inhabituelle et potentiellement très effrayante ».

One Health : Suivre l'argent

L'OMS a tenté de donner une crédibilité théorique au concept « One Health » en élaborant une « [théorie du changement](#) » (ToC).

Bien que [l'OMS indique que](#) les CDC sont conçus pour fournir « un cadre conceptuel » aux « organisations, agences et initiatives travaillant à la réalisation d'objectifs similaires dans le cadre de l'initiative One Health » et un « récit commun de la cohérence », la théorie elle-même ne semble pas avoir de définition claire.

« Ils veulent pouvoir faire ce qu'ils veulent », a déclaré Mme Littlejohn. « Si vous le définissez, vous pouvez les tenir à la définition ... L'une des tactiques consiste à être vraiment obscur et incompréhensible. »

« C'est un terme qui est utilisé dans ces cercles », a ajouté M. Bell. « C'est une évidence : si vous faites un certain acte, vous obtiendrez un certain résultat. C'est une façon élégante de le dire. »

M. Bell a également évoqué « l'idée fausse selon laquelle les humains sont de plus en plus en contact avec les animaux sauvages », ce qui entraînerait « une menace de transmission de virus des animaux sauvages aux humains ».

Qualifiant cette affirmation de « ridicule », M. Bell a déclaré que « lorsque l'homme s'installe dans un habitat naturel, la faune ne commence pas à vivre avec l'homme. Elles disparaissent. »

Notant qu'« il était autrefois très courant » que les gens vivent avec des animaux de ferme, M. Bell a ajouté que l'affirmation selon laquelle les pandémies deviennent plus fréquentes en raison de l'augmentation des contacts avec les animaux est en soi « fausse », mais qu'elle est « utilisée pour instiller la peur et pour tenter de faire adhérer les gens à ce programme de santé unique (One Health) et d'urgence sanitaire permanente ».

Mme Nass a déclaré que les partisans de One Health n'avaient « aucune preuve » à l'appui de leurs affirmations, citant l'exemple de la [résistance antimicrobienne](#) des bactéries présentes dans la viande consommée par l'homme, qui résulte des antibiotiques administrés au bétail. « C'est l'hameçon auquel One Health a été accroché », a déclaré Mme Nass.

Toutefois, Mme Nass a déclaré que ce problème « pourrait être résolu en un clin d'œil si la Food and Drug Administration ou le ministère de l'Agriculture des États-Unis disaient simplement aux agriculteurs qu'ils ne peuvent plus mettre d'antibiotiques dans les aliments

pour animaux et qu'ils ne peuvent les utiliser que lorsqu'un animal tombe malade ».

Dans son récent article, M. Mercola suggère de suivre l'argent. « Les intérêts privés exercent un pouvoir immense sur l'OMS et la majorité des fonds sont « spécifiés », ce qui signifie qu'ils sont réservés à des programmes particuliers. L'OMS ne peut pas allouer ces fonds là où ils sont le plus nécessaires. »

En conséquence, cela « influence massivement ce que l'OMS fait et comment elle le fait. L'OMS est donc une organisation qui fait tout ce que ses bailleurs de fonds lui disent de faire », en citant des organisations telles que la [Fondation Gates](#) comme principaux bailleurs de fonds de l'OMS.

M. Bell a déclaré que les partisans de One Health comprennent « ceux qui ont poussé l'agenda COVID ... et se sont enrichis grâce à lui », y compris « les fondations privées qui sont dans le coup » et « les entreprises qui ont tout à gagner à contrôler la chaîne alimentaire et à contrôler l'agriculture et les produits pharmaceutiques, et cetera ».

« Ce sont des entreprises autoritaires qui ont tiré profit de la santé publique par le biais de la COVID et de la réponse certainement inappropriée de la COVID », a ajouté M. Bell. « Il s'agit de la même chose et elle n'est pas déconnectée de l'agenda de l'urgence climatique. »

La Banque mondiale est un acteur financier de premier plan, étroitement associé à l'élaboration du programme One Health, comme l'[indiquent les documents de l'OMS](#).

Lors d'une réunion de l'OHHLEP en novembre 2022, Franck Berthe, spécialiste principal de l'élevage à la Banque mondiale, a présenté le Fonds d'intermédiation financière de la Banque mondiale, qui « permettrait aux pays d'[emprunter des fonds](#) pour renforcer leur système de santé et promouvoir l'approche OH [One Health] ».

Selon Mme Nass, « l'OMS et la Banque mondiale ont contribué à la mise en place de cette opération de financement du programme de biosécurité », tandis que M. Boyle a déclaré au Defender : « Il n'y a rien d'humanitaire dans le fait que ces bailleurs de fonds et l'OMS promeuvent le programme One Health. »

Mme Nass et M. Bell ont tous deux déclaré que le programme One Health était étroitement lié aux [objectifs de développement durable](#) et à l'[Agenda 2030](#) des Nations unies. Selon M. Bell, le programme One Health tente de faire face à une prétendue « menace existentielle pour la santé humaine » qui « doit être traitée de manière centralisée, plutôt que de laisser le choix aux gens ».

One Health est étroitement lié au traité de l'OMS sur les pandémies et aux amendements du RSI

Les experts qui se sont entretenus avec le Defender ont également souligné les liens entre le concept « One Health », le [traité sur les pandémies et les amendements au RSI en cours de négociation](#).

M. Mercola a écrit que grâce au programme One Health, qui reconnaît « un très large éventail d'aspects de la vie et de l'environnement [that] peuvent avoir un impact sur la santé et relèvent donc du « potentiel » de nuisance », l'OMS « pourra déclarer le changement climatique comme une urgence sanitaire et exiger par la suite des mesures de

confinement du climat ».

M. Roguski, qui a [effectué des recherches approfondies sur le traité sur la pandémie](#) et les amendements au RSI, a déclaré que dans les [amendements que l'UE a récemment proposés](#) pour le traité sur la pandémie, le terme « One Health » apparaît 29 fois, notamment pour demander aux pays d'élaborer et de mettre à jour régulièrement des plans de prévention des pandémies par le biais de l'approche One Health.

Faisant référence à la nécessité de prévenir les « situations de pandémie » potentielles, les propositions appellent également au renforcement de la surveillance de la santé publique mondiale « en utilisant une approche One Health », qui permettra également « d'aborder les facteurs d'émergence et de réémergence des maladies à l'interface homme-animal-environnement, y compris, mais sans s'y limiter, le changement climatique, le changement d'utilisation des terres, le commerce des espèces sauvages, la désertification et la résistance aux antimicrobiens ».

Les propositions suggèrent également que l'approche One Health pourrait être utilisée « pour produire des preuves scientifiques et soutenir, faciliter et/ou superviser la mise en œuvre correcte, fondée sur des preuves et tenant compte des risques, de la prévention et du contrôle des infections », et vont jusqu'à suggérer des objectifs en matière de « consommation/utilisation d'antimicrobiens ».

M. Roguski a déclaré au Defender que la [dernière version du traité sur la pandémie](#) fait référence à One Health à 13 reprises. Un tel langage « serait utilisé pour prendre le contrôle total de nos vies », a ajouté M. Roguski.

Par exemple, une proposition stipule que « chaque partie, conformément à sa législation nationale, adopte des politiques et des stratégies, étayées par des plans de mise en œuvre, dans les secteurs public et privé et dans les agences concernées, conformément aux outils pertinents, y compris, mais sans s'y limiter, le Règlement sanitaire international, et renforce les fonctions de santé publique en ce qui concerne : (c) la surveillance (y compris en utilisant l'approche One Health) ».

Les autres propositions sont les suivantes :

« Les parties s'engagent à renforcer les systèmes de surveillance multisectoriels, coordonnés, interopérables et intégrés de One Health ... afin d'identifier et d'évaluer les risques et l'émergence d'agents pathogènes et de variantes ayant un potentiel pandémique, de manière à réduire au minimum les débordements, les mutations et les risques associés aux maladies zoonotiques, tropicales négligées et à transmission vectorielle, en vue d'empêcher que des épidémies à petite échelle chez les animaux sauvages ou domestiques ne se transforment en pandémie.

« Chaque partie élabore et met en œuvre un plan d'action national One Health sur la résistance aux antimicrobiens qui renforce la gestion des antimicrobiens dans les secteurs humain et animal, optimise la consommation d'antimicrobiens, augmente les investissements dans les nouveaux médicaments, outils de diagnostic, vaccins et autres interventions et en favorise l'accès équitable et abordable, renforce la prévention et le contrôle des infections dans les établissements de soins de santé ainsi que l'assainissement et la biosécurité dans les exploitations d'élevage, et apporte un soutien technique aux pays en développement. »

M. Roguski a indiqué que l'expression One Health n'apparaît pas directement dans les documents relatifs aux amendements proposés au RSI, mais il a ajouté que l'OMS « va essayer de faire prévaloir les deux », en faisant référence à la fois au traité et aux amendements au RSI.

Selon Mme Littlejohn, l'approche One Health et la formulation proposée dans le traité « leur donnent le droit de surveiller et de contrôler potentiellement tous les aspects de la vie sur terre ».

Notant que le traité proposé appelle également à un « engagement à lutter contre la désinformation et les fausses nouvelles », M. Littlejohn a ajouté : « Ils vont surveiller nos médias sociaux [...] et si l'un d'entre nous sort du rang en contredisant ce que dit l'OMS, nous pourrions être censurés. »

« Je pense que c'est ce que l'on cherche à faire en s'engageant à mettre en place des systèmes de surveillance coordonnés, interopérables et intégrés dans le cadre du programme One Health », a ajouté Mme Littlejohn. « Je pense que c'est ainsi qu'elle pourrait finir par être déployée. En fin de compte, les entités mondialistes, telles que le Forum économique mondial et les Nations unies, utilisent l'OMS comme moyen d'établir un contrôle mondial. »

« La raison pour laquelle la santé est un si bon prétexte est que les gens peuvent être terrifiés », a ajouté Mme Littlejohn. « Dans la mesure où leur esprit est paralysé s'ils pensent qu'ils peuvent mourir ou tomber vraiment malades, ils sont prêts à renoncer à des libertés qu'ils ne seraient pas prêts à abandonner dans d'autres contextes. »

M. Roguski a déclaré au Defender :

« Ils ont pris beaucoup de mauvaises décisions. Ils ont donné beaucoup de mauvais conseils [and] et ont causé beaucoup de tort à de nombreuses personnes. On ne peut pas donner à ces personnes plus de pouvoir, d'autorité et de contrôle sans examiner ce qu'elles ont fait et dire non, vous ne devriez pas être en charge de tout cela. »

M. Mercola écrit à son tour que « la prise de pouvoir des mondialistes repose sur la création réussie d'une boucle de rétroaction de surveillance des variantes de virus, de déclaration de risque potentiel suivie de blocages et de restrictions, suivie d'une vaccination massive des populations pour « mettre fin » aux restrictions de la pandémie, suivie d'une surveillance accrue et ainsi de suite ».

Et selon M. Bell, One Health « fait partie d'un ensemble beaucoup plus vaste qui consiste à trouver des moyens de démanteler les idées intrinsèques sur lesquelles la plupart des sociétés ont été construites ».

« Je pense que cela fait partie d'un mouvement visant à annuler ce type d'idées et à les remplacer par une sorte de religion de la peur de notre environnement et du dénigrement des autres humains, qui peut ensuite être utilisée par des personnes très cupides pour accroître leur richesse et leur pouvoir », a déclaré M. Bell. « Il s'est largement emparé de la santé publique. »

Michael Nevradakis, Ph.D.

Articles Par : [Michael Nevradakis](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca